

Nombre de conseillers	
En exercice :	12
Présents :	11
Votants :	11
Pour :	10
Contre :	
Nul ou blanc :	
Abstention :	1



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le 9 octobre 2017, à 19 h 00, le Conseil municipal de LAVEYRON, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves COQUELLE, Maire.

Date de la convocation : 3 octobre 2017

Présents : Mmes de VILLELE, GACHET, OGIER, PEROT et THIVILLIER.
Mrs BUISSON, LAPEINE, PERRIN, VERRON et VIZIER.

Absents excusés : Mr DESBOS.

Secrétaire de séance : Mr BUISSON



DELIBERATION N° 01

OBJET : Adaptations à apporter au projet de Plan Local d'Urbanisme après enquête publique et Approbation du projet de Plan Local d'Urbanisme de LAVEYRON

Vu le code de l'urbanisme,

Vu la délibération en date du 15/12/2014 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme en vigueur à cette date,

Vu le débat sur les orientations générales du P.A.D.D. au sein du Conseil municipal en date du 09/05/2016,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 23/01/2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Vu les remarques émises par les personnes publiques et la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF), consultées sur le projet de PLU arrêté,

Vu l'accord du Préfet en date du 15 juin 2017, pour l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs dans le cadre des articles L.142-4 et L.142-5 du code de l'urbanisme,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur, qui émet un avis favorable au projet de PLU avec une réserve,

Considérant les rencontres avec les services de l'Etat en date du 23 mai 2017 et du 5 octobre 2017 pour proposer des adaptations concertées au projet de PLU suite à l'avis défavorable de ces services,

Considérant la réunion de la commission PLU en date du 17 juillet 2017, qui a analysé les différents avis et remarques et proposé des adaptations au projet de PLU,

Considérant que le projet de PLU justifie des adaptations pour tenir compte des observations formulées par les personnes publiques consultées ou de remarques émises lors de l'enquête publique et pour lever la réserve du commissaire -enquêteur,

Considérant que le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément au Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité (1 abstention):

1 – Concernant les adaptations à apporter au projet de Plan Local d'Urbanisme :

- **Décide de modifier le projet de P.L.U.** suite aux avis des personnes publiques consultées et suite à l'enquête publique. Les modifications principales portent sur les points suivants :

> Modifications pour tenir compte des demandes des services de l'État et permettant de lever la réserve du commissaire enquêteur :

> Dans le PADD, l'objectif de production de logements est réduit, ainsi que l'objectif de densité moyenne minimale ;

> Dans le règlement graphique la zone AUf est supprimée et reclassée en zone N et le périmètre de la zone AUo2 est réduit, ce qui permet également de répondre à une remarque de la CDPENAF ;

> Dans les orientations d'aménagement, le nombre de logements attendus est réduit sur la zone AUa2, ainsi que sur le secteur de l'OAP n°3 ;

> Autres modifications pour tenir compte des remarques des services de l'Etat :

> La zone ULt est reclassée en zone N, étant donné que le projet touristique autour du château du Molard ne concerne pas la partie située sur Laveyron ;

> Les orientations d'aménagement sont complétées par une orientation thématique concernant les cheminements doux (cheminements réalisés et ceux en projet) ;

> Des adaptations sont apportées au règlement :

- pour rectifier une erreur de rédaction et bien interdire les commerces dans la zone Ub en dehors du secteur Ubc, ce qui répond également à une remarque du SCOT et de la Communauté de communes ;

- pour limiter les commerces et artisanat de détails à 150 m² en secteur Uar, comme dans le reste de la zone Ua ;

> Modifications pour prendre en compte des remarques des services de l'Etat, de la CDPENAF et de la Chambre d'agriculture :

> Le règlement des zones A et N est ajusté concernant les extensions et annexes aux habitations ;

> Modifications pour prendre en compte des remarques de la Communauté de communes :

> La délivrance de permis de construire est soumise à démolition de la construction existante dans la zone Ue ;

> L'OAP n°5 est complétée pour demander la mutualisation de l'accès ;

> Le PADD est complété pour prendre en compte les sentiers de randonnées ;

> le règlement de la zone Uian est modifié pour mieux tenir compte du règlement de la zone d'activité.

> Modifications pour prendre en compte une remarque du Département :

> Les pastilles de recul vis-à-vis des voies départementales figurant sur les plans de zonage sont modifiées ;

> Modifications pour prendre en compte des observations émises à l'enquête publique :

> Une zone AUa3 est délimitée afin de prendre en compte le périmètre d'un permis d'aménager venant d'être accordé ;

> L'emplacement réservé n°4 (aménagements des bords du Rhône) est réduit au droit de la zone Ue ;

> La partie de parcelle au Nord de la zone Ue est classée en zone Aa, comme les parcelles en continuité, et non pas en zone N.

> L'article 11 du règlement sera modifié afin de permettre la réalisation de murs de clôtures pour les bâtiments d'activité.

- > Modifications du rapport de présentation pour :
- > tenir compte de remarques services de l'Etat et/ou de la Chambre d'Agriculture et/ou de l'Agglomération visant à le mettre à jour, le rectifier ou le compléter ;
 - > prendre en compte les modifications apportées aux autres pièces du PLU ;

2 – Concernant l'approbation du projet de Plan Local d'Urbanisme de LAVEYRON :

- **Décide** d'approuver le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est annexé à la présente.

- **Indique** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public,
Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le Département,

- **Indique** que la présente délibération sera exécutoire après accomplissement des mesures de publicité.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Le Maire,
Jean-Yves COQUELLE



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers

En exercice :	12
Présents :	11
Votants :	11
Pour :	11
Contre :	
Nul ou blanc :	
Abstention :	

L'an deux mille dix-sept, le 9 octobre, à 19 h 00, le Conseil municipal de LAVEYRON, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves COQUELLE, Maire.

Date de la convocation : 3 octobre 2017

Présents : Mmes de VILLELE, GACHET, OGIER, PEROT et THIVILLIER.
Mrs BUISSON, LAPEINE, PERRIN, VERRON et VIZIER.

Absents excusés: Mr DESBOS.

Secrétaire de séance : Mr BUISSON

DELIBERATION N° 02

OBJET : DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la législation en matière de droit de préemption donne aux communes la faculté d'instituer un "droit de préemption urbain" sur tout ou partie des zones urbaines (U) ou des zones d'urbanisation future (AU) délimitées par les PLU.

Ce droit a pour objet de permettre aux communes d'acquérir par priorité les biens mis en vente dans le but de réaliser des actions d'aménagement à l'intérieur des périmètres qu'elles auront délimités.

Le Conseil Municipal de LAVEYRON,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.300-1, les articles L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

- Décide d'instaurer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) définies par le PLU
- Ce droit de préemption sera exercé pour :
 - Mettre en œuvre un projet urbain
 - mettre en oeuvre une politique locale de l'habitat
 - organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques
 - favoriser le développement des loisirs et du tourisme
 - réaliser des équipements collectifs
 - lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
 - permettre le renouvellement urbain,
 - sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti,
 - constituer des réserves foncières en vue de la réalisation actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets précités.
- La Commune de LAVEYRON est désignée comme bénéficiaire du Droit de Préemption Urbain. Délégation est consentie à Monsieur Le Maire par cette délibération pour exercer au nom de la commune le Droit de Préemption Urbain.

En application de l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire peut au coup par coup, déléguer l'exercice de son Droit de Prémption à l'occasion de l'aliénation d'un bien ;

Envoyé en préfecture le 17/10/2017
Reçu en préfecture le 17/10/2017
Affiché le
ID : 026-212601603-20171009-2017_10_69-DE

- Dit que la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois et que mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département (article R.211.2 du Code de l'Urbanisme) ;
- Dit que la présente délibération sera notifiée à :
 - Monsieur le directeur départemental des territoires, service de l'aménagement du territoire,
 - Monsieur le directeur départemental des finances publiques,
 - Monsieur le président du conseil supérieur du notariat,
 - Monsieur le président de la chambre départementale des notaires,
 - Monsieur le président du barreau près du tribunal de grande instance,
 - Monsieur le greffier du tribunal de grande instance.
- Dit que la présente délibération sera exécutoire après l'ensemble des formalités de publicité, à savoir :
 - Après le premier jour de l'affichage en mairie, qui durera un mois,
 - Après parution des insertions dans la presse visées au paragraphe 3 ci-dessus (article R.211-2 du Code de l'Urbanisme),
- Dit qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de Prémption, ainsi que l'utilisation effective de ces biens, sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme.
- Charge Monsieur le Maire de l'exécution de cette délibération.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Le Maire,
Jean-Yves COQUELLE

